

LEVE-TOI ET MARCHE

MAGAZINE D'INFORMATIONS ET D'ANALYSE DU RESEAU CARITAS EN RDC



**MONGALA : LES COMMUNAUTÉS ET LA CARITAS
LUTTENT CONTRE LES ALÉAS CLIMATIQUES À
BUMBA, LISALA ET LOLO**

SOMMAIRE

Editorial:	
<ul style="list-style-type: none"> Rouler les pierres qui bloquent nos cœurs en faveur des « migrants » ! 	3-4
Actualités:	
<ul style="list-style-type: none"> RDC: Le Conseil Interconfessionnel de lutte contre le VIH et le Sida invité à plus d'engagement 	5
<ul style="list-style-type: none"> La Chargée de Caritas Espagne pour la RDC et le Burundi en visite de travail à la Caritas Congo Asbl 	6
Dossier:	
<ul style="list-style-type: none"> Grâce à un financement du Gouvernement belge/DGD via la Caritas International Belgique: Mongala: les Communautés et la Caritas luttent contre les aléas climatiques à Bumba, Lisala et Lolo 	7-9
<ul style="list-style-type: none"> Mongala: Caritas appuie 2.000 ménages engagés dans la lutte contre les catastrophes en moyens d'existence et de production à Bumba, Lisala et Lolo 	10
Témoignages:	
<ul style="list-style-type: none"> Témoignages positifs des riverains sauvés des inondations par la Caritas à Bumba et Lolo 	10
Développement:	
<ul style="list-style-type: none"> Sixième session du Comité de Pilotage National : les avancées du Projet d'Appui aux Communautés Dépendantes de la Forêt en RDC évaluées 	11
<ul style="list-style-type: none"> Après 5 ans d'exécution dans les Diocèses de Kindu, Kisantu et Kongolo : Le Programme quinquennal (2013-2017) d'appui à l'amélioration de la sécurité alimentaire de Caritas a réellement atteint ses objectifs 	12
<ul style="list-style-type: none"> MONGALA : Encadrés par la Caritas, des membres de Communautés s'attaquent efficacement à une tête d'érosion à Lolo 	13
Urgence:	
<ul style="list-style-type: none"> Kasaï : la Confédération Caritas Internationalis assiste 800 ménages déplacés et familles d'accueil à Tshikapa et Luiza 	15
Santé:	
<ul style="list-style-type: none"> RDC : le 1er bâtiment public moderne de la Tshuapa affecté à la lutte contre la Lèpre et Tuberculose 	16
<ul style="list-style-type: none"> Haut-Katanga : Unicef et Caritas Congo Asbl en visite programmatique des activités de la Nutrition à Assise Communautaire 	17
« Lève-toi et marche » fait parler...:	
<ul style="list-style-type: none"> Kasaï Central: après les atrocités de miliciens Kamuina Nsapu, Mgr Mwanama en appelle à l'aide pour le Diocèse de Luiza 	18
Carnet de voyage:	
<ul style="list-style-type: none"> ITURI : un plan de réponse du Réseau Caritas en chantier face à la crise humanitaire en Ituri 	19



Mme Alice Fernandez de Caritas Espagne s'entretenant avec le Staff de Caritas Congo Asbl

6



Journée de la femme 2018 à Kinshasa, en RD. Congo : Les femmes employées de la CENCO invitées à vivre le leadership



Une veuve déplacée à Tshikapa recevant avec sourire son kit en vivres de la Caritas Luebo

15



Tentes implantées par la Caritas à Bunia

19

EDITORIAL

Rouler les pierres qui bloquent nos cœurs en faveur des « migrants »

Par sa résurrection d'entre les morts, le Christ nous invite tous à faire rouler les pierres qui bloquent nos cœurs et notre imagination et à partager le voyage l'un de l'autre, en particulier avec les personnes les plus vulnérables, telles les migrants. En fait, nous avons été donnés les uns aux autres afin d'avoir quelqu'un avec qui partager notre chemin, souligne à juste titre le Cardinal Tagle dans son message de Pâques 2018.

En fait, le Président de la Confédération Caritas Internationalis rappelle ici le sens de la campagne « **Partager le chemin** », lancée par le Pape François en septembre 2017. Le Souverain Pontife a invité le monde à ouvrir les cœurs à l'espérance, à s'unir à Caritas et à faire de petits gestes de compassion envers les migrants.

« *Un simple geste comme ouvrir les bras à quelqu'un signifie beaucoup de choses ; Car, il touche différents niveaux de l'existence de l'homme. C'est le geste que nous invitons les personnes dans le cadre de la campagne 'partager le chemin' », relève le Cardinal Luis Antonio Tagle.*

« *En cette période de Pâques, nous, à Caritas, souhaitons vous inviter à vous joindre à nous dans un chemin de foi, d'espérance et d'amour avec les migrants », précise le Cardinal. Pour Caritas, un migrant est une personne en déplacement, qui a besoin d'être accompagnée, soutenue et protégée. Utilisé à son sens large, ce terme renvoie aux réfugiés ou aux requérants d'asile ; aux déplacés internes (au sein de leur propre pays) victimes d'un conflit ou d'une catastrophe naturelle, ou des personnes en quête de travail. Ils peuvent être adultes ou enfants, tout seuls ou en famille. Parfois aussi, ce sont des victimes de la traite humaine.*

Les interventions de la Caritas Congo Asbl en matière d'Urgences pour la période allant de janvier à mars 2018 ont aussi tenu compte de ces « **migrants** ». En témoignent, l'engagement de Caritas Congo Asbl et de son Réseau en RDC en faveur notamment des déplacés victimes des conflits dans le Kasai (dans les Diocèses de Luebo et Luiza), au profit également des réfugiés centrafricains dans le Diocèse de Molegbe, d'autres déplacés dans les Diocèses de Bunia ainsi que Mahagi-Nioka, sans oublier des ménages affectés par les conflits à Fizi et Kabambare, dans l'Archidiocèse de Bukavu.

Le « **geste** » en faveur des « **migrants** » s'est aussi étendu en faveur des communautés vulnérables aux risques des catastrophes dans les Diocèses de Lisala et Lolo, avec la Caritas International Belgique.

Dans la même optique, il sied de citer la contribution de Caritas Congo Asbl à la réduction du taux de malnutrition chronique chez les enfants de 0 – 23 mois en République Démocratique du Congo, dans l'Archidiocèse de Lubumbashi et le Diocèse de Kilwa-Kasenga. Le lancement du « **Dimanche de solidarité** » par le Fonds de Solidarité de Caritas Congo Asbl procède du même souci pour les plus vulnérables.

« *Un simple geste comme ouvrir les bras à quelqu'un signifie beaucoup de choses ; Car, il touche différents niveaux de l'existence de l'homme. C'est le geste que nous invitons les personnes dans le cadre de la campagne 'partager le chemin' », relève le Cardinal Luis Antonio Tagle.*

Ces informations composent le N° 045 du magazine « **Lève-toi et marche** » du Réseau Caritas Congo Asbl pour le premier trimestre 2018. Au-delà de son **Editorial** consacré au partage du chemin avec les migrants, le **Dossier** à la Une de cette livraison est axé sur les « **actions de petites envergures** » réalisées par les Caritas Lisala et Lolo, avec l'appui de la Caritas International Belgique, pour la prévention et la réduction des effets des catas-

Suite en p4

Retrouvez-nous sur les Réseaux sociaux:

Twitter : @CaritasCongo

Facebook : Caritas Congo Asbl

Instagram : Caritas_rdCongo

Youtube : Caritas Congo Asbl

EDITORIAL

Rouler les pierres qui bloquent nos cœurs en faveur des « migrants »

(aléas climatiques) en faveur des communautés qui en sont vulnérables dans la Province de la Mongala.

Sa rubrique « **Développement** » s'intéresse notamment aux avancées du Projet d'Appui aux Communautés Dépendantes de la Forêt en RDC évaluées lors de sa Sixième session du Comité de Pilotage National.

Par ailleurs, la rubrique « **Santé** » évoque l'acquisition joyeuse par la Tshuapa du 1er bâtiment public moderne d'après l'indépendance du pays, affecté à la Coordination Provinciale de Lutte contre la Lèpre et Tuberculose.

Les « **Témoignages** » sont ceux des bénéficiaires du programme quinquennal de sécurité alimentaire et du Programme d'appui à la résilience des Communautés vulnérables aux Risques des Catastrophes (PRRC).

En outre, « **Lève-toi et marche fait parler..** » l'Evêque de Luiza. Mgr Felicien Mwanama, qui appelle à l'aide au profit des victimes du phénomène Kamuina Nsampu

Le **Carnet de voyage** est consacré à la mission de solidarité et de compassion effectuée par la Caritas Congo Asbl auprès des victimes du conflit dans les Diocèses de Bunia et Mahagi-Nioka.

Cet échantillon du travail abattu par le Réseau national de Caritas en RDC est complété par les « **Actualités** », particulièrement le souci de redynamisation du Conseil Interconfessionnel de lutte contre le VIH et le Sida en RDC ainsi que la visite de la chargée de Caritas Espagne pour la RDC et le Burundi.

De sujets assez intéressants que méritent d'être lus !

Caritas Congo Asbl

Lisez et faites lire « Lève-toi et marche », votre magazine!

Visitez notre site web sur www.caritasdev.cd

Editeur-Responsable

Caritas Congo Asbl

Rédacteur en Chef

Guy-Marin Kamandji

Secrétaire de rédaction

Mona Kapupu

Comité de rédaction

Boniface Nakwagelewi, Abbé Eric Ebedilembe, Thadée Barega, Jean Munongo, Emmanuel Mbuna, André Mathunabo, Joseph Kiala, Alidor Bangu, Alfred Kumbela, Roger Kamoni, Adelard Kumbu, Guy-Marin Kamandji

Rédaction centrale

Guy-Marin Kamandji, Paris Mona, Dody Ishaku, Nestor Lutumba, Generose Monatshebe, Myriam bamba

Correspondants occasionnels

Héritier Baya, Valérie Kalumuna

Maquette

Edykson Diyoka

Mise en page

Guy-Marin Kamandji

Photographie

Caritas Congo Asbl

Site web: www.caritasdev.cd

Impression: Adveritis Technology

Adresse:

Avenue Basoko n° 26, C/ Gombe, Kinshasa
B.P.: 3258 Kinshasa I - République
Démocratique du Congo

Courriel:

communication@caritasdev.cd

Tél.: +243 998 45 60 39

c/ Les textes et les photos de ce magazine peuvent être reproduits, à condition d'en citer la source: caritasdev.cd

Photo de couverture:

Vue de la canalisation aménagée dans le quartier Nzogo à Bumba, visitée par une équipe de Quartier, pilotée par Mlle Juliette de la Clbe.

Dépôt Légal: YS 3.01009-57218

ACTUALITES

RDC: Le Conseil Interconfessionnel de lutte contre le VIH et le Sida invite a plus d'engagement.

Un atelier du Conseil Interconfessionnel de lutte contre le VIH et le Sida en République Démocratique du Congo (CIC en sigle) s'est tenu au Centre d'Accueil de la Caritas Congo Asbl. L'objectif visé par ces assises a été d'emmenner les leaders religieux des confessions religieuses de se réapproprier la lutte contre le VIH et le Sida en tirant les leçons positives et négatives des expériences antérieures du CIC. Elles ont réuni environ 35 participants pendant deux jours, soit du 26 au 27 mars 2018.

Le premier groupe de participants a été composé des délégués des confessions religieuses, du Secrétariat Exécutif du Programme National Multisectoriel de Lutte contre le Sida (PNMLS) et du Directeur-Pays de l'ONUSIDA. Le deuxième groupe a compris les Programmes Nationaux et les Cellules Ministérielles de lutte contre le Sida (EPSP, Culture et Art, et Justice). Le troisième groupe de participants a compté les ONG des confessions religieuses, notamment SANRU et CORDAID, ainsi que les partenaires de l'UNICEF et du PNUD.

La cérémonie d'ouverture de cet atelier a été marquée par deux principales allocutions. Celles-ci ont été tour à tour prononcées par le Représentant du Directeur-Pays de l'Onusida, Monsieur Aladi Osseni, et le Secrétaire National adjoint du PNMLS, Dr Bernard Bossiky. Les deux orateurs ont remercié les parties prenantes à cet atelier, dont la Caritas Internationalis, représentée par Monsieur Stefano Nobile, pour leur disponibilité à ces assises et leur engagement à la riposte du VIH et du Sida en République Démocratique du Congo (RDC).

La première journée de cet atelier a été aussi marquée par trois communications. La première a été prononcée par Dr Bernard Bossiky, Secrétaire National adjoint du PNMLS. Ce dernier a axé son intervention sur la situation du Sida en République Démocratique du Congo. Il a placé son exposé sur le contexte général du Sida en République Démocratique du Congo, sa situation épidémiologique, sa situation chez les jeunes et adolescents, l'état de réponse de sa riposte, les innovations, les défis ainsi que le Plan Stratégique National de 2018-2021 du PNMLS.

Pour sa part, Monsieur Aladi Osseni, Représentant du Directeur Pays de l'Onusida, a démontré dans son speech l'importance des confessions religieuses dans un partenariat stratégique afin de lutter contre le VIH et le Sida. Son exposé a balayé un certain nombre de

questions sur la problématique du Sida en République Démocratique du Congo. Ces dernières ont traité des écarts et défis majeurs, du plan d'urgence, de la valeur ajoutée des confessions religieuses et des actions immédiates du partenariat dans la lutte contre le Sida. La troisième présentation a été faite par Monsieur



Photo de famille des participants à l'atelier du CIC

Hendrew Lusey, Consultant de l'Onusida et Coordinateur Régional du Conseil Œcuménique des églises en Afrique Centrale. Celui-ci a présenté l'acte constitutif du Conseil Interconfessionnel de lutte contre le VIH et le Sida. Cet acte est un document final qui a sanctionné les travaux sur la création du Conseil Interconfessionnel de lutte contre le VIH et le Sida en 2002.

Il faut noter que le premier jour a été clôturé par des échanges en groupes sur le bilan du Conseil Interconfessionnel de lutte contre le VIH et le Sida et de sa Cellule de Coordination, avec en toile de fond le passif et l'actif dudit bilan.

Au deuxième jour de l'atelier, les travaux ont commencé par des échanges et discussions de l'assistance avant de se poursuivre en travaux en groupe sur des éventuelles recommandations du Conseil Interconfessionnel de lutte contre le VIH et le Sida. Ces dernières ont été formulées, au cours d'une séance plénière, aux leaders et confessions religieuses (Société Civile), au Gouvernement congolais et aux partenaires techniques multilatéraux.

ACTUALITES

La Chargée de Caritas Espagne pour la RDC et le Burundi en visite de travail à la Caritas Congo Asbl

Le Secrétaire Exécutif de la Caritas Congo Asb, Mr Boniface Nakwagelewi ata Deagbo, a présidé lundi une séance d'information à l'intention de la Chargée de Caritas Espagne pour la RDC et le Burundi, Mme Alicia Fernández Lôpez.

Cette séance de travail a regroupé les Chefs de Services et Cellules d'appui dans la salle Abbé Jean Muela du Centre d'Accueil de la Caritas Congo Asbl, avec trois temps forts.

Mr Guy-Marin Kamandji, Responsable de la Cellule de communication, a d'abord présenté brièvement la Caritas Congo Asbl et ses principales interventions en 2017.

Prenant la parole à son tour, Mme Alicia Fernández Lôpez a présenté également la Caritas Espagne à ses interlocuteurs. Elle a fait savoir notamment que la Caritas Espagne est une organisation de lutte contre la pauvreté de l'Eglise catholique d'Espagne. La construction de la paix, avec en toile de fond la résolution des conflits, le monitoring de protection dans les territoires les plus isolés, la Sécurité alimentaire et les projets d'aide humanitaire sont ses priorités stratégiques. « Nous aussi privilégions le renforcement des capacités de nos partenaires », a-t-elle souligné.

Ces communications ont été

suivies d'un jeu de questions-réponses mutuel entre le deux parties. Ainsi,

Madame Alicia Fernández Lôpez a indiqué que Caritas Espagne appuie les Caritas diocésaines de Bukavu, Kasongo et Uvira à l'Est de la République Démocratique du Congo. Par ailleurs,

le représentant du Service des Urgences de Caritas Congo Asbl a émis le vœu de voir Caritas Espagne participer à l'appel d'urgence en préparation face à la crise humanitaire actuelle dans le Territoire de Djugu, comme elle l'a fait récemment en faveur des populations meurtries du Kasai.

Nestor Max Lutumba (Stagiaire)



RDC: Le Conseil Interconfessionnel de lutte contre le VIH et le Sida invité à plus d'engagement

Recommandations de la plénière (suite de la p5)

Aux leaders et confessions religieuses, la plénière a recommandé un engagement tout azimut pour pérenniser les activités du Conseil Interconfessionnel de lutte contre le VIH et le Sida. Elle leur a aussi recommandé d'assurer le bon fonctionnement du Conseil Interconfessionnel de lutte contre le VIH et le Sida en respectant les statuts et règlement intérieur.

Au Gouvernement congolais, l'assistance a recommandé de doter le Conseil Interconfessionnel de lutte contre le VIH et le Sida d'un siège social, d'appuyer la mise en œuvre de ses activités, d'accompagner les leaders et de garantir la sécurité des communautés. Les participants ont prié aux partenaires d'apporter leurs appuis technique, logistique et financier, de s'aligner à la vision et à l'éthique du Conseil Interconfessionnel de lutte contre le VIH et le Sida, et d'alléger les procédures de son financement.

La séance de clôture a connu quelques allocutions pour terminer ces assises. D'abord Monsieur Hendrew Lusey, Consultant de l'Onusida, a tenu à retracer les grandes lignes qui ont fait l'objet de ces travaux. Il a donné grosso modo le film de toutes les activités en

sa qualité de Modérateur et Facilitateur des travaux. Ensuite, le Directeur Pays de l'Onusida, Monsieur Marc Saba, a invité les parties prenantes du Conseil Interconfessionnel de lutte contre le VIH et le Sida à la disponibilité et la contribution dans la riposte du Sida en République Démocratique du Congo. Enfin, le Secrétaire National adjoint a déclaré closes les assises sur la Consultation Nationale du Conseil Interconfessionnel de lutte contre le VIH et le Sida en République Démocratique du Congo.

Pour rappel, le but de ces assises de deux jours a consisté à approfondir la réflexion critique des techniciens des confessions religieuses, à identifier les facteurs qui ont entraîné l'arrêt des activités du Conseil Interconfessionnel de lutte contre le VIH et le Sida, d'une part et de proposer des actions correctrices appropriées pour la mise en œuvre effective de celle-ci d'autre part.

Nestor Max Lutumba (Stagiaire)

DOSSIER

Grâce à un financement du Gouvernement belge/DGD via la Caritas International Belgique

Mongala: les Communautés et la Caritas luttent contre les aléas climatiques à Bumba, Lisala et Lolo

La Province de la Mongala est sujette régulièrement à des aléas climatiques, tels que des inondations, feux de brousse, érosions ou glissements de terrain, vents violents, etc. Ces aléas, mus en catastrophes, provoquent des pertes matérielles (destruction des habitats, pertes des biens matériels, des récoltes ou des stocks de vivres), la destruction des infrastructures communautaires de base (centres de santé, écoles, églises/chapelles, etc.) et ont des conséquences désastreuses sur la situation sanitaire et alimentaires des habitants.

Contribuer à l'atténuation des effets des catastrophes et au renforcement de la résilience des communautés qui en sont vulnérables à travers certaines actions, tel est l'objectif global du Programme d'appui à la Résilience des Communautés vulnérables aux Risques des Catastrophes /PRRC.

Le PRRC est financé par le Gouvernement belge (DGD), à travers la Caritas International Belgique. Il est mis en œuvre par les Caritas Lolo et Caritas Lisala, en collaboration avec la Caritas Congo Asbl. D'une durée de deux ans, ce projet se déroule dans la Province de la Mongala, et plus spécifiquement dans les Territoires de Lisala et de Bumba.

De manière spécifique, il s'agit d'initier une organisation qui associe les communautés locales, les organisations humanitaires et les autorités politico-administratives pour la prise en charge des questions liées aux catastrophes ; de préparer les communautés locales à la prévention des catastrophes naturelles ; de mettre en place un mécanisme permettant la construction et la maintenance des infrastructures de lutte contre les érosions et les inondations et d'appuyer les ménages victimes des catastrophes en moyens d'existence et de production pour leur auto-prise en charge.



Une des têtes d'érosions contre lesquelles la Communauté et Caritas se battent à Lolo. Celle-ci menace la cathédrale de Lolo, après avoir englouti une dizaine de maisons.

Ce Dossier de votre magazine "**Leve-toi et Marche**" présente un échantillon des actions de petites envergures réalisées à Bumba, Lolo et Lisala ainsi que leurs environs par les Communautés vulnérables, sous l'encadrement des équipes de la Caritas.

Un Dossier de **Guy-Marin KAMANDJI**

DOSSIER

MONGALA : Encadrés par la Caritas, des membres de Communautés s'attaquent efficacement à une tête d'érosion à Lolo

Restées longtemps victimes résignées de l'érosion qui a déjà englouti des dizaines de maisons de leur quartier, certains habitants de Lolo ont décidé de participer aux travaux de lutte antiérosive.

Lolo est une cité située à environ 75 km de Bumba, dans la province de la Mongala. Après avoir été sensibilisés par la Caritas-Développement Lolo, ils ont participé en décembre 2017 à la construction des ouvrages contre une érosion étalée sur près de trois kilomètres et dont la tête menace la cathédrale de Lolo.

Ce travail est en train de porter ses fruits. Car, après une forte pluie qui s'est abattue samedi 10 février 2018 sur la Cité de Lolo, suivie d'une seconde une semaine plus tard, les résultats sont prometteurs.

En effet, lors de la première pluie, le 10 février 2018, l'équipe RRC (Réduction des Risques de Catastrophes) a observé le comportement de l'eau qui s'écoulait jusque dans la faille. Tout d'abord, le bassin de rétention a stoppé une grande partie des eaux de surface en se remplissant presque en totalité, 160 m³ d'eaux qui ne se déverseront pas dans la faille et ne viendront pas fragiliser les versants de l'érosion. Puis dans le couloir d'érosions, les diguettes ont ralenti la vitesse des eaux qui sont venues se stopper sur la digue construite au fond du ravin.

A l'arrêt des pluies, les ouvrages, en plus d'avoir supporté cette pluie déferlante, ont prouvé leur efficacité. Les débris et résidus charriés par les eaux ont commencé à combler les espaces entre les diguettes et à former de petites terrasses. Il en est de même au fond du ravin où un dépôt d'une trentaine de centimètres s'est créé.

Il faudra bien sûr encore renforcer les ouvrages, notamment la digue au fond du ravin, curer le bassin de rétention, etc. Mais, les premiers résultats sont prometteurs.

Des actions certes de petites envergures, mais qui commencent à porter

Près de 30 personnes, de la communauté ainsi que les membres du Comité RRC / Site de Lolo, prennent part à ces travaux, lancés le 11 décembre 2017, sous la direction de Mr Roly Oteko Lisungu, Superviseur Caritas lolo. Il est question notamment de construire un bassin de rétention en amont des érosions et de réduire le débit des eaux dans le couloir d'accès à l'érosion et dans la faille à l'aide de digue ainsi que de diguettes

construites avec des sacs de sable.

Pour le bassin de rétention, après avoir identifié le site pour sa construction, l'équipe l'a désherbé et tracé les limites du puits. Elle a ensuite creusé le bassin de rétention et le couloir d'accès avant de remplir les sacs avec la terre extraite et les empiler autour des murs du puits de rétention et du couloir d'accès.

Entre temps, l'équipe s'attèle par ailleurs à planter les vétivers sur les sacs et autour du puits, ainsi qu'à planter la pelouse autour du puits et clôturer l'ouvrage pour des raisons de sécurité.

En fait, le bassin de rétention d'eau est creusé en amont de l'érosion dans un lieu stratégique afin de recueillir les eaux de surface et diminuer l'écoulement et le débit de ces eaux dans les couloirs tracés par l'érosion. Un couloir d'accès permet d'amener les eaux dans ce bassin, d'une capacité de 162 mètres-cube.

D'autres sacs de terre sont amenés et descendus dans la faille même de l'érosion pour ériger une digue de 2 mètres de hauteur, afin de stopper les eaux qui s'écoulent dans la faille lors de pluie diluvienne, ainsi que tous les résidus charriés par ces eaux.

Pour l'instant, « nous avons creusé le puit de rétention et construit des diguettes au couloir pour que l'eau de pluie se déverse au ravin. Il y a aussi une digue au fond du ravin », a indiqué vendredi 16 février 2018 **Mr Roly Oteko**.

Et de poursuivre : « nous achetons en outre des matériaux de construction pour deux maisons se trouvant de part et d'autre de la tête de l'érosion et qui doivent être délocalisées pour faciliter les

courbes de niveau. Celles-ci passeront juste à côté de ces deux maisons ».

Cette activité s'inscrit dans le cadre du Programme d'appui à la Résilience des Communautés vulnérables aux Risques des Catastrophes /PRRC. Il vise globalement à contribuer à l'atténuation des effets des catastrophes et au renforcement de la résilience de ces communautés à travers certaines actions. Il s'agit notamment de mettre en place un mécanisme permettant la construction et la maintenance des infrastructures de lutte contre les trois principales menaces (érosions, inondations et vents violents). Le PRRC est financé par le Gouvernement belge (DGD), à travers la Caritas International Belgique. Il est mis en œuvre par les Caritas Lolo et Caritas Lisala, en collaboration avec la Caritas Congo Asbl. D'une durée de deux ans, ce projet se déroule dans la Province de la Mongala, et plus spécifiquement dans les Territoires de Lisala et de Bumba.



Erection d'une digue à l'aide des sacs de sable au fond du ravin (Déc. 2017)

DOSSIER

Mongala: appuyées par Caritas, des victimes des inondations à Lolo en cours de délocalisation

Il est souvent difficile à certaines personnes de se départir de vieilles habitudes, même si celles-ci leur sont nuisibles. C'est le cas de ces pêcheurs qui ont élu domicile au bord des rivières ou fleuve. Des décennies durant, leurs familles subissent de plein fouet les conséquences des inondations, devenues cycliques, dans cette province de la Mongala, au nord-Est de la RDC.

« *Nous avons beaucoup souffert des inondations, sans nous délocaliser pourtant...* »

Jean-Pierre Lokangu est de ceux-là. Il reconnaît que son père s'est établi depuis 1948 au bord de la rivière Itimbiri, à 15 kms de la Cité de Lolo (qui se trouve à 75 km de la ville de Bumba). Il est en plus Président du Comité RRC (Réduction des Risques des Catastrophes) du site Lundu-Bari Samba.

« *Nous sommes ici en train de construire des cases de nos propres mains; car, nous avons été victimes des inondations. Les dégâts subis à longueur des années sont tels que nous avons enfin accepté la sensibilisation faite par la Caritas afin d'être à l'abri de tous ces maux* », indique **Jean-Pierre Lokangu Sokoni**. « *La Caritas nous a beaucoup*



aidés. La fois passée, elle était là. Et cette fois-ci encore. Même ces maisons que nous construisons, les matériaux que nous utilisons ont été fournis par la Caritas. Nous sommes au nombre de 38 ménages à avoir accepté la délocalisation », a précisé **Mr Lokangu**.

« *Nous demandons au bureau de la Caritas de nous ajouter les pailles, parce que ce stock est insuffisant pour toutes les maisons en construction* », a-t-il ajouté en guise de difficulté.

« *Au départ, les gens trouvaient chimériques l'idée de nous délocaliser, après avoir subi les inondations avec tout son cortège des maladies et pertes des biens. Le premier site qui avait été choisi pour nous faire déplacer, était une propriété privée utilisée pour des champs. Et cela a créé un découragement pour certains d'entre nous. Quand nous avons trouvé ce nouveau terrain, cela a convaincu les sceptiques. Cela a fait que le nombre de ménages prêts à se délocaliser est passé à 60. Nous remercions la Caritas pour leur aide multiseCTORielle pour notre développement* », a-t-il noté.

Pêcheur de son état, **Mr Laurent Lusuma** est marié à une femme et père de huit enfants. Il a avoué pour sa part avoir perdu plusieurs biens suite aux inondations. « *Cette fois-ci, Caritas a été là pour nous remettre quelques articles ménagers essentiels. Je souligne toutefois que la dernière inondation, de septembre à décembre 2017, a été la plus destructrice depuis ma naissance. Tous les ustensiles de cuisine, nos habits, voire les objets scolaires des enfants ont été emportés par les eaux. Nous avons dû nous réfugier sur nos pirogues des semaines*

durant », a-t-il affirmé. Malgré tout cela, Mr Lusuma a noté que, les eaux, lors de cette dernière inondation, n'avaient pas atteint le site leur octroyé par Caritas. Ce qui justifie sa joie : « *nous sommes très contents de ce site nous octroyé. C'est à la fois proches des autres habitants que nous avons trouvés ici; mais aussi proche de la rivière (300 mètres). Cela nous permettra d'aller voir nos filets même dans la nuit, à n'importe quelle heure, sans problème* ». Il a ajouté en plus que sa femme pourra aisément faire de la culture maraichère dans leur nouvelle parcelle.

Conscients de cet avantage, les « **délocalisés** » volontaires s'entraident pour construire leurs cases. « *Nous sommes des frères et nous nous comportons comme tel. Si l'un de nous a un travail à réaliser, je ne peux pas le laisser faire seul. Qu'il y ait une motivation financière ou pas, nous allons nous entraider* », a rassuré **Mr Lifungola Léonard**, trouvé avec quatre autres hommes entraînés de placer de la paille sur une case. Il s'agissait de MM. Mangabu Benjamin, Laurent Lisuma, Edouard Ekukwa et Balongandi.

40 maisons en construction et 3 avenues déjà tracées

Trois avenues sont déjà tracées sur le site octroyé par le chef de Groupement où 20 maisons sont déjà construites : Avenue Monseigneur Jean Bertin, Av. Abbé Oscar et Av. Mademoiselle Juliette. Il s'agit d'un quartier créé en amont du port, à 300 mètres de la rive, du nom de 'Quartier Caritas'. « *Il y a un plan de délocalisation que nous suivons avec le Comité RRC pour urbaniser ce terrain et le mettre en valeur. Mais, nous émettons le vœu de voir les natifs et les leaders locaux de Lolo nous appuyer pour continuer cette œuvre de la Caritas au niveau du site de Lundu* », a plaidé **Mr Roly Lisungu**, Superviseur du Programme d'appui à la Résilience des Communautés vulnérables aux Risques des Catastrophes (PRRC) à la Caritas-Développement Lolo. Ce dernier a salué l'action positive du Chef de Groupement.

« *Nous avons octroyé à chaque ménage 15 x 25 mètres. Mais, ce n'est pas encore terminé. Nous allons chercher un autre endroit pour caser les autres ménages victimes des inondations ayant accepté d'être délocalisés* », a indiqué le Chef de Groupement de Yalingimba, **Mr François Wowale Akede**, qui a remercié la Caritas pour son appui à sa population.

Il sied de signaler que la contribution locale a été considérable à toutes les étapes de l'octroi du terrain à l'aménagement des allées, en passant par la délimitation des parcelles, le défrichage, la plantation des végétaux et arbres, etc. Pour les habitants de Lundu, les quantités prévues de matériaux étaient sous-estimées aux vues de leurs standards de construction.

Ainsi, chaque ménage a complété, ici 12 pieux de fondation, ici une trentaine de traverses, etc. Sinon, pour chaque maison, le Projet a fourni les matériaux suivants : 12 pieux de fondation (bois dur), 300 sticks de bois, 6 longues traverses, 80 traverses de remplissage, 10 paquets de lianes, 10 à 20 paquets de paille, 15 à 20 paquets de roseaux, 1 porte, des clous et 2 charnières.

GM Kamandji

DOSSIER

Mongala: Caritas appuie 2.000 ménages engagés dans la lutte contre les catastrophes en moyens d'existence et de production à Bumba, Lisala et Lolo

6 00 ménages vulnérables aux catastrophes naturelles de la ville de Bumba viennent d'être appuyés par la Caritas Lisala en moyens d'existence et de production pour la diversification de leurs sources d'alimentation et de revenu. Cette activité cadre avec le Résultat 3 du Programme d'appui à la Résilience des Communautés vulnérables aux Risques de Catastrophes (PRRC), financé par le Gouvernement belge /DGD, à travers la Caritas International Belgique. Samedi 10 mars 2018, les 200 ménages ciblés du site d'Ebona (localité située à environ 9 km de Bumba), dans la Province de la Mongala, ont reçu des intrants agricoles et de pêche au Couvent des Frères de la paroisse Saint Joseph, à raison de 150 pour les agriculteurs et 50 pour les pêcheurs.

La cérémonie a été rehaussée de la présence du **Chef du Groupement Bopoto / Ebona** et de **Mlle Juliette Maquart** (Responsable des programmes de la CI.be), en mission de supervision dans la province. En fait, ce projet de deux ans se déroule dans la Province de la Mongala, plus spécifiquement dans les Territoires de Lisala et de Bumba.

Prenant la parole à cette occasion, **l'Abbé Bienvenu Mombenga**, Superviseur dudit programme au sein de la Caritas Lisala, a noté que cette distribution fait suite à celle organisée deux jours plus tôt dans les trois autres sites de Lisala (Lisala-Mokaria, Konga, Umangi). Les mêmes distributions ont eu lieu dans les 4 sites de Lolo (Lolo, Lundu, Loloka et Ekama), faisant un total de 2.000 ménages pour les 10 sites du projet dans la province de la Mongala.

Ainsi, trois sites étaient concernés à Bumba : Molua, Nzongo et Ebona, avec 200 ménages bénéficiaires

chacun. Il est question de diversifier et de protéger les sources d'alimentation et de revenu des ménages accompagnés contre les aléas climatiques. Et cela, grâce à l'adaptation du système d'exploitation agricole et de pêche.

Ce qui a fait dire à la Responsable de Programmes de la Caritas International Belgique, **Mlle Juliette Maquart**, que « *la distribution d'aujourd'hui n'est pas à inscrire dans le contexte d'une aide humanitaire. Il s'agit plutôt d'un projet de développement* ». Ce projet d'une durée de deux ans, a consacré une bonne partie de sa première année à former des personnes ressources dans chacun de sites ainsi que les équipes de mises à œuvre du programme, à la gestion communautaire des risques de catastrophes et les moyens de lutte, appelés actions de petites envergures. D'aucuns se demandaient quand interviendrait sa phase active, a relevé **Mlle Juliette Maquart**. « *Enfin, depuis la fin 2017, l'on a commencé à voir certains ouvrages se réaliser avec votre participation* », a-t-elle poursuivi, s'adressant à plus de 200 personnes présentes.

Elle a cité notamment un réseau de canalisation des eaux de pluie de plus de 900m au site Nzongo, une autre jetant les eaux de pluie de la rivière Mongoloto au fleuve Congo sur plus de 4 km, ainsi que le remblayage de deux têtes d'érosion partant du fleuve, près de l'Eglise CIEM (Communauté Evangélique de l'Ubangi-Mongala) et du dépôt communautaire du Groupement Bopoto à Ebona. « *Ces travaux, c'est pour l'intérêt communautaire, et non pour le Comité RRC, encore moins pour un individu* », a-t-elle insisté. Elle a exhorté l'assistance à se rendre disponibles pour participer régulièrement aux travaux communautaires, citant aussi les pépinières où croissent des arbres devant lutter contre les vents violents. « *Les biens que nous vous remettons aujourd'hui suivent le même principe* », a ajouté Mlle Maquart. Si modestes soient-ils, ces biens peuvent aussi compenser tant soit peu les pertes subies lors des inondations ou érosions. Les ménages bénéficiaires devraient en outre disposer d'au moins deux sources stables d'alimentation/revenus (vivrières, maraichères, pêche, élevage). « *Les défis sont énormes ; mais si nous associons nos mains et notre intelligence, nous vaincrons ce combat contre les catastrophes* », a-t-elle conclu.

Il sied de rappeler que des Articles Ménagers Essentiels avaient été remis à 594 autres ménages victimes des aléas climatiques en décembre 2017. Ils avaient reçu notamment des ustensiles de cuisine, récipients de stockage de l'eau (seaux, bidons, bassins), abris (bâches, nattes et couvertures), kits hygiéniques intimes pour femmes, barres de savon.

GMK



Mlle Juliette Maquart de Cibe expliquant aux bénéficiaires d'Ebona le sens de l'aide leur remise

TEMOIGNAGES - DOSSIER

Mongala: les Communautés et la Caritas soulagent le quartier Nzongo des Eaux de Pluie a Bumba

A cause des plusieurs facteurs, dont le manque d'ouvrages de canalisation et de drainage des eaux, ainsi que de l'entretien de ceux existants, nombreux de quartiers de la Ville de Bumba sont exposés aux inondations. C'est le cas du quartier Nzongo. Les eaux de pluie s'en allaient en divagation depuis Bitambala jusqu'à la 2ème avenue. C'est dans ce contexte que Caritas est venue avec le Programme d'appui à la Résilience des Communautés vulnérables aux Risques de Catastrophes (PRRC). Sous l'encadrement de l'équipe de la Caritas-Développement Lisala, les membres de la communauté- regroupés en Comité RRC- sont arrivés à réaliser une canalisation de 910 mètres jusqu'à la rivière Ndongo qui les déverse dans le fleuve Congo voisin. Les travaux ont débuté le 21 décembre 2017. « Nous avons fait quatre jours. Depuis janvier 2018, il y a trois grandes pluies. Notre constat a été positif : l'eau n'a pas stagné, ni dérangé les riverains. Et les gens circulent librement », déclare Augustin, Secrétaire du Comité RRC du Site Nzongo (Voir photo en couverture de ce magazine). Ci-dessous divers témoignages recueillis sur le terrain.



Augustin, Secrétaire du Comité RRC du Site Nzongo : « Ici, nous sommes à Bumba. Caritas a rendu un grand service, car les gens ne pouvaient pas passer ici quand il pleuvait. L'eau ne stagne plus ici, permettant aux gens de passer sans problème. Nous travaillons ici avec les gens de Caritas et la communauté. Pour

rappel, les eaux de pluie s'en allaient en divagation depuis Bitambala jusqu'à la 2ème avenue. C'est dans ce contexte que Caritas est venue avec son projet. Nous y avons travaillé, sous l'encadrement d'une équipe de la Caritas et avec l'appui de la population. Les travaux ont débuté le 21 décembre 2017. Nous avons fait quatre jours. Depuis janvier 2018, il y a eu trois grandes pluies. Notre constat a été positif : l'eau n'a pas stagné, ni dérangé les riverains. Et les gens circulent librement. Nous sommes ici au quartier Nzongo, avenue Elebe, dite 1ère avenue, au site Nzongo ». Les eaux canalisées dans ce quartier vont se jeter dans la rivière Ndongo qui les déverse dans le fleuve Congo voisin.

Mr ANDULE NZONGO Vincent, promoteur du Complexe scolaire Espérance : « Les eaux circulaient ici en désordre. Les eaux de pluie pénétraient chaque fois dans mon école, le Complexe Scolaire privé Espérance. Mais, depuis qu'ils ont travaillé ici, les eaux passent sans nous inquiéter. On creuse même jusqu'à deux mètres sans trouver de l'eau. Et ça passe, et ici, on est calme. C'est une action qui nous sauve vraiment, nous délivre; nous qui sommes de ce quartier-ci ».



Q/ Vu ce résultat positif, êtes-vous prêt à approcher le Comité RRC pour des travaux d'entretien ? R/ « Je l'ai déjà fait. Une fois, il y avait les gens du quartier qui descendaient travailler dans cette canalisation. J'ai même sorti 2.000 Francs Congolais (environ 1,2 dollars US) pour

leur motivation. Je l'ai fait puisque je dois veiller toujours à l'entretien de cet ouvrage. Sinon, si ça s'abimait, nous allons souffrir nous aussi ».

Mr Déo EKWAKI (jeune célibataire désœuvré dont la maison familiale est à une dizaine de mètres de la canalisation) : «

Je voudrais seulement féliciter les gens de Caritas, car ils nous ont libérés, comme Dieu avait libéré les Israélites par Moïse. On n'était pas comme ça. On était toujours inondé chaque fois. Mais, à leur arrivée, les gens de Caritas nous ont produit un travail impeccable. Néanmoins, ce que je regrette, c'est qu'ils ne nous ont pas remis les outils de travail promis. Mais, quant au travail, ils ont bien travaillé. Très bien même ! Moi aussi j'avais travaillé avec eux ! Avant, les eaux de pluie prenaient possession de notre maison. Ça atteignait même notre chambre. Trois pluies sont tombées depuis la fin des travaux de cette canalisation. Le résultat est très bon. L'eau passe avec une grande vitesse sans nous déranger ».



Maman Clémentine (elles étaient en train de travailler spontanément sur la canalisation) : « Si tu me vois en train

de faire ce travail en plein soleil, c'est que je pense qu'il est important pour notre quartier. Avant cette canalisation, nous avions des difficultés énormes. Car les eaux nous rentraient dans les maisons. Jusqu'à ce que les gens de Caritas sont venus nous sensibiliser ».



Propos recueillis par **Guy-Marin Kamandji**

DEVELOPPEMENT

Sixième session du Comité de Pilotage National : les avancées du Projet d'Appui aux Communautés Dépendantes de la Forêt en RDC évaluées

La 6ème session du Comité de Pilotage National (CPN) s'est tenue du 15 au 16 Mars 2018 au Centre d'Accueil Caritas à Kinshasa. Cette session avait pour objectif d'évaluer les avancées du projet et de formuler les orientations nécessaires en vue d'améliorer les conditions de mise en œuvre. La sixième session a réuni tous les délégués du CPN, les membres du Secrétariat Technique et de l'Agence d'Exécution Nationale (Caritas Congo Asbl), le membre de la Société Civile Environnementale (GTCRR) et le membre du Fonds National REDD (FONAREDD).

Après les présentations et les partages d'information générale sur le projet et l'état d'avancement de son exécution, le CPN a examiné et validé le Plan de Travail et Budget Annuel. Le Règlement intérieur a été mis à jour et la procédure de renouvellement des mandats des délégués a été lancée. Des propositions concrètes pour la réalisation des microprojets communautaires ont été discutées et formulées par les membres du CPN. Un consensus sur les modalités de mise en œuvre des activités liées à l'alphabétisation et de fonctionnement des Comités Locaux de Suivi a été obtenu.

Dans son mot de bienvenu, Monsieur KAPUPU DIWA, Président du Comité de Pilotage National, a d'abord salué la présence des délégations venues de différents territoires cibles du projet. Ces territoires sont : Kiri, Oshwe, Inongo, Bafwasende, Banalia, Mambasa, Opala, Yahuma, Lubao, Lubefu, Lusambo, Lupatapata, Kabinda, Dekese, Dimbelenge, Mweka, Bikoro, Walikale et Kalehe. Il a évoqué la question de décès du délégué suppléant de Banalia et du Point Focal du REPALEF dans province de Maindombe. A cette occasion, le président du CPN a

sollicité à l'assistance d'observer une minute de silence en leur mémoire.

Le Chargé de Sauvegardes Environnementales et Sociales du PACDF a échangé avec les délégués sur la prise en compte des aspects de sauvegardes dans l'identification des idées de microprojets et la constitution des répertoires d'opérateurs locaux d'appui aux communautés dans la réalisation de leurs microprojets. Le Cadre de Gestion Environnemental et Social et le Cadre Fonctionnel ont été mis à jour et validés par le CPN.

Les délégués ont salué les progrès réalisés par le projet et ont recommandé de voir urgemment la réalisation des microprojets dans les territoires.

Pour rappel, le CPN est composé de 27 membres dont 19 délégués des territoires retenus et les membres de REPALEF, et des observateurs parmi lesquels les représentants du Programme d'Investissement pour la Forêt (PIF) et de la Banque Mondiale, ajouté à ceux-là un représentant de la Société Civile Environnementale. Le PACDF s'inscrit dans le cadre du mécanisme spécial de dons en faveur des peuples autochtones et des communautés locales. Le but est d'accroître l'engagement des populations autochtones dans les politiques de Réduction des Emissions dues à la Déforestation et à la Dégradation de la forêt (REDD+) et dans les activités du Programme d'Investissement pour la Forêt (PIF). Il est financé par le Mécanisme de dons spécial et le Fonds National REDD.

Paris MONA



Vue partielle des délégués à la sixième session du CPN

DEVELOPPEMENT

Après 5 ans d'exécution dans les Diocèses de Kindu, Kisantu et Kongolo RDC : Le Programme quinquennal (2013-2017) d'appui à l'amélioration de la sécurité alimentaire de Caritas a réellement atteint ses objectifs

L'amélioration des conditions de vie de 5.698 ménages agricoles en RDC a été l'objectif principal du « Programme quinquennal (2013-2017) d'appui à l'amélioration de la sécurité alimentaire dans les Diocèses de Kindu, Kisantu et Kongolo en RDC ». Financé par l'agence norvégienne de coopération au développement (NORAD), via la Caritas Norvège, avec une enveloppe de 30 millions de NOK (Couronnes norvégiennes), il a ciblé 5.698 ménages paysans producteurs, dont 2.229 dirigés par une femme, regroupés en 188 organisations.

Cinq ans après son exécution, le rapport narratif final élaboré par la Caritas Congo Asbl, souligne que ce programme a été focalisé sur la sécurité alimentaire et l'amélioration des moyens de subsistance, ainsi que sur l'environnement, la démocratie et la bonne gouvernance, et l'égalité des sexes. Les résultats sur le terrain montrent que le programme a réussi à améliorer les moyens de subsistance du groupe cible, et que tous les objectifs ont été atteints. Les interventions du programme ont contribué aux objectifs du développement durable : Pas de pauvreté (Objectif 1), Zéro Faim (Objectif 2), Égalité entre les sexes (Objectif 5), et Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques (Objectif 13).

Autrement dit, ce programme a contribué à l'amélioration de la sécurité alimentaire et des conditions de vie de petits exploitants agricoles dans trois diocèses de la RDC. La production agricole a augmenté et est devenue plus diversifiée et durable grâce à l'adoption des pratiques agricoles adaptées à l'environnement local. Les agriculteurs sont devenus mieux



Elevage des chèvres à Lufumbe-Malela (Maniema) équipés pour lutter contre le changement climatique.

D'autres effets observés incluent une meilleure nutrition de la population locale, et une réduction importante de la malnutrition aiguë sévère dans les communautés ciblées. Des conditions plus favorables à la commercialisation des produits agricoles ont permis aux agriculteurs d'augmenter leurs revenus. Cela s'est traduit par une amélioration de la sécurité financière et du logement, ainsi que par des taux d'inscription plus élevés dans les écoles primaires et secondaires, en particulier pour les filles.

Ce dernier phénomène, associé à la participation croissante des femmes à la prise de décision, à la gestion de l'organisation des agriculteurs et aux activités génératrices de revenus, a ouvert la voie à l'autonomisation des femmes et à l'amélioration de l'égalité des sexes.

Pour rappel, ce programme a été exécuté par les Caritas-Développement de trois diocèses susmentionnées (Kindu, Kisantu et Kongolo), sous l'accompagnement technique de la Caritas Congo Asbl et de la Caritas Norvège.

Caritasdev.cd reviendra sur les résultats atteints par chacune des composantes dudit programme dans ses prochains articles.

Guy-Marin KAMANDJI



Photo de famille après l'atelier de présentation des résultats du programme SECAL au Ministre de l'Agriculture et à l'Evêque de Kindu, Mgr Willy Ngimbi

DEVELOPPEMENT

MONGALA:

Caritas Lolo vulgarise le foyer amélioré pour faciliter la cuisson alimentaire et protéger la forêt

« Je me suis rendu compte que la population ici à Lolo n'utilise pas les braises ; mais, plutôt le bois de chauffage. C'est la raison pour laquelle la Caritas-Développement Lolo a voulu introduire et vulgariser le foyer amélioré au sein de la population qui souffre et porte chaque jour les bois de chauffage à la maison ».

Ces propos sont ceux de **l'Abbé Oscar Liengo**, Coordonnateur de la Caritas-Développement Lolo, dans la Province de la Mongala.

En fait, Caritas-Développement Lolo exécute depuis le 1er août 2017 projet intitulé : « Formation et éducation de la population paysanne sur la protection de la forêt : appui à l'introduction et à la vulgarisation des foyers améliorés dans le Diocèse de Lolo ». Financé par la Conférence Episcopale Italienne (CEI), ce projet a une durée de cinq mois.

Bien que ce projet soit fini sur papier depuis le 31 décembre 2017, son impact demeure. Caritas-Développement Lolo a décidé de le pérenniser. « Nous avons appris à quelques groupes de mamans et de jeunes désœuvrés de Lolo (cité située à 75 kms de Bumba) comment fabriquer les foyers améliorés qui vont aider les ménages à ne plus utiliser les bois de chauffages comme c'était autrefois, au profit des braises », a indiqué l'Abbé Oscar Liengo.

Un prix tenant compte du pouvoir d'achat local

Ce dernier a présenté jeudi 15 mars 2018 à caritasdev.cd des modèles de foyer amélioré, dans l'atelier de fabrication. Cet appareil de chauffage artisanal est constitué d'un bassin métallique monté sur pieds circulaires, avec un espace destiné à mettre de braises. Il est doté en plus d'une espèce de fenêtre qui, une fois ouverte, fait rentrer de l'air qui fait brûler davantage les braises, accélérant la cuisson. Trois supports métalliques servent à maintenir les marmites au-dessus des braises.

KWILU : La Caritas Idiofa s'investit pour un développement par l'agriculture!

Depuis quelques mois, la Caritas-Développement d'Idiofa s'est engagée dans le combat contre la malnutrition, par l'agriculture. Ce combat, la Caritas le mène par le moyen de la culture des bananes plantains sur certains sites bien étudiés.



Il est vendu entre 5 et 10 dollars américains (en équivalents en Francs Congolais). « Nous l'avons acheté à 20-30 \$ quand nous étions en formation d'apprentissage à Goma et Butembo. Mais, ici à Lolo, comme la pauvreté est au rendez-vous, je pense qu'on peut vendre un foyer à 5 ou 10\$ », a relevé **Abbé Oscar Liengo**.



Abbé Liengo (à droite), à l'atelier des foyers améliorés

« La population est contente des modèles que nous avons présentés. L'utilisation se passe bien. La cuisson est rapide avec ce nouveau système. Les ménagères arrivent à finir leur cuisson dans une trentaine de minutes. Le foyer amélioré aide aussi aux mamans à préparer les enfants pour arriver à temps à l'école, et le papa à atteindre leurs lieux de travail à l'heure. Pas étonnant donc que beaucoup de gens nous passent des commandes », a ajouté le prêtre.

L'Evêque de Lolo, **Mgr Jean-Bertrand Nadonge**, est lui-même satisfait de ce travail. « Cette activité fait partie de la lutte contre la déforestation, l'un de nos objectifs, qui rejoint le souci du Pape François pour la protection de l'environnement », a souligné le prélat vendredi 16 mars dernier à l'aérodrome de Bumba, de retour d'une mission à Kinshasa. L'Abbé Oscar Liengo a lancé un message de sensibilisation pour l'utilisation du foyer amélioré qui permet aux ménagères de ne pas aller chercher chaque soir du bois de chauffage dans la brousse voisine ou au marché, diminuant ainsi la pression sur la forêt.

Generose Monatshebe (Stagiaire) et **GM Kamandji**

Cette initiative a commencé dans la paroisse de Mwilambongo qui compte présentement 4.000 pieds de plantains sur un espace de 10 ha, dont 4 seulement occupés. Actuellement, cette expérience se poursuit dans la paroisse St Joseph de Laba Central. Ce 2e site compte 700 pieds sur un seul ha.

Cette première phase des travaux se clôturera à la saison A (au mois d'Août) avec le remplissage de l'espace encore non occupé.

C'est la soeur Elisabeth Gitoga, Coordinatrice de cette structure caritative diocésaine, qui a initié ce vaste programme. Et les travaux se réalisent sous l'œil vigilant de l'abbé Paulin Mafuta et de M. Zéphirin Mwamba, chargé de l'agriculture de la Caritas...

Pour la Caritas Idiofa, cette voie est un de moyens sûrs pour sortir les populations rurales de la léthargie et les engager sur le chemin de leur développement.

Héritier Baya (de la Caritas-Développement Idiofa)

URGENCE

KASAI: La Confédération Caritas Internationalis assiste 800 ménages déplacés et familles d'accueil à Tshikapa et Luiza

« Nous sommes réunis ici pour assister nos frères et sœurs qui ont été victimes des violences liées aux affrontements ayant déchiré notre Province du Kasai ces mois passés, à cause du phénomène Kamuina Nsapu. Nous assistons ainsi 600 ménages, soit 3.600 personnes déplacées/retournées et familles d'accueil, en vivres et Articles Ménagers Essentiels (AME) sur trois sites dans la ville de Tshikapa et ses environs », a indiqué jeudi 1er février 2018 le Père Pierre Mulumba, Coordonnateur de la Caritas-Développement Luebo.

En fait, grâce à la contribution de certains membres de la Confédération Caritas Internationalis, Caritas Congo Asbl et son partenaire Caritas-Développement Luebo ont démarré jeudi 1er février 2018 la distribution de l'aide humanitaire sur le site de la paroisse Saint Augustin dans la Commune de Kanzala à Tshikapa.

« Chaque ménage reçoit un sac de 25 kilos de farine de maïs, 15 kilos de haricot, 3 kilos de sel de cuisine et trois litres d'huile végétale. Ces vivres seront complétés dans quelques jours par des Articles Ménagers Essentiels », a rassuré le Père Mulumba.

En fait, quelques jours plus tard, ces déplacés ont reçu des couvertures, pagnes, friperies pour enfants et adultes, savons de toilette, savons de lessive, gobelets, assiettes, seaux, bidons, casseroles, cuillères, louches et kit de dignité pour femme.

300 ménages ont été ainsi servis ce jeudi-là au site SAMI (Service d'Assistance Médicale Indigènes/ancienne appellation de l'époque coloniale) de la paroisse Saint Augustin. Cette distribution a été suivie deux jours plus tard par celle au profit d'une centaine de ménages au site Kizito, avant de se clôturer par le site Abattoir. Tous ces 600 ménages ont bénéficié aussi des articles managers essentiels.

Au mois de mars dernier, 200 autres ménages déplacés ont reçu la même aide humanitaire de Caritas dans le Diocèse de Luiza. « Ainsi, pour le Diocèse de Luiza, la distribution s'est faite en deux temps sur le site de Nguema. Les équipes de la Caritas Luiza ont d'abord distribué des Articles Ménagers Essentiels (AME) du 26 au 27 mars 2018, avant de poursuivre avec les vivres deux jours plus tard », a affirmé Monsieur Arsène MINGA, Chargé de Programme au Service de Promotion de la Solidarité et du Partage / Urgences,

Joies et remerciements des bénéficiaires

Parmi les bénéficiaires du jeudi 1er février à Tshikapa, il y a eu Mme Kanji, jeune femme de moins de 30 ans, dont le mari a été décapité du côté de Tshimbemba (Ndlr : une localité minière à environ 25 kms de Tshikapa), la laissant avec une grossesse, aujourd'hui presque à terme. Elle a perdu au total deux enfants et son mari, dont la famille



Mme Kanji, quittant le site de la paroisse St Augustin avec son kit en vivres

l'aide tant bien que mal pour faire face à cette grossesse, avec un enfant rescapé. Ils ont eu la vie sauve puisque s'étant trouvés au champ lors de l'incursion des miliciens. « Je loue Dieu de ce que Caritas vient de nous donner cette aide humanitaire ».

Un autre bénéficiaire est un fonctionnaire de l'Etat ayant dû fuir la localité de Lunyeka, à une centaine de Kms de Tshikapa, vers 03heures du matin, en n'emportant que son agenda. « J'ai quitté mon lieu d'affectation sous menaces des miliciens qui cherchaient toujours à nous décapiter, puisque fonctionnaires de l'Etat, accusés de soutenir le Régime de Kabila en place." Ils sont entrés à Lunyeka le 06 mars 2017. Après 15 kms à pied, une moto – transformée en voiture pour la circonstance, l'a fait arriver, avec sa femme et ses trois enfants, de 08h30 à 17h00 à Tshikapa, en prenant des chemins non fréquentés. « Le matin de notre fuite, les miliciens ont pillé tous les biens de la maison, y compris tous les Dossiers (diplômes) des enseignants dont j'avais la charge de contrôler la régularité de la paie », ajoute M. Richard, encore traversé par une peur rétrospective. « Dieu aidant, nous sommes vivants. Mais, nous vivons maintenant de l'assistance. Je dis grand merci à Caritas pour son aide reçue, sans discrimination », conclut-il, espérant des jours meilleurs.

La distribution du site de la paroisse St Augustin a été rehaussée de la présence de deux Chefs de quartier Sami I et Sami II. Ce dernier, M. Léon Mukenge, a remercié la Caritas pour son aide en faveur de la population actuellement dans son entité administrative, tout en plaidant pour des centaines de déplacés non encore servis.

Guy-Marin KAMANDJI

RDC : le 1er bâtiment public moderne de la Tshuapa affecté à la lutte contre la Lèpre et Tuberculose

La nouvelle province de la Tshuapa vient d'être dotée de son premier bâtiment public moderne. Il s'agit du bureau de la Coordination Provinciale Lèpre et Tuberculose (CPLT), rénové avec l'appui financier du Fonds Mondial, par l'entremise de la Caritas Congo Asbl, en sa qualité de Récipiendaire Principal, aux côtés du Ministère de la Santé. La cérémonie de remise provisoire de ce bâtiment s'est déroulée mercredi 07 mars 2018 à Boende, en présence du Vice-Gouverneur de la Tshuapa.

La joie et la fierté se lisait alors sur les visages des Autorités politico-administratives, sécuritaires et sanitaires de la Tshuapa, réunis pour la circonstance devant le bâtiment de la CPLT, dans la concession de l'Hôpital Général de Référence de Boende.

Prenant la parole au nom de son titulaire en mission, **le Vice-Gouverneur, Mr Richard Mboyo Iluka**, a rendu un hommage mérité au Chef de l'Etat Joseph Kabila pour avoir inscrit dans ses priorités la lutte contre les maladies endémiques, dont la Tuberculose, le VIH/Sida et le Paludisme.

« Nous tenons à remercier très sincèrement tous les partenaires du secteur de la santé en général et particulièrement le Fonds Mondial avec Caritas Congo Asbl, que je demande d'applaudir, pour la rénovation de ce bâtiment moderne dans notre Province... Je voudrais vous garantir que le Gouvernement provincial veillera à son utilisation responsable à travers les Services de la CPLT et la DPS (Division Provinciale de la Santé) », a-t-il indiqué, en saluant le Gouverneur Pancrace Boongo, « pour son engagement sans faille dans la lutte contre les maladies dans la province ».

Pour le Vice-Gouverneur Mr Richard Mboyo Iluka, la cérémonie de réception du nouveau bâtiment rénové de la CPLT relève une double signification. Il a considéré d'abord la construction de nouvelles infrastructures comme un grand défi dans le chemin de la modernisation de sa chère province. *« Grace, aux initiatives du Chef de l'Etat, nous allons matérialiser cette vision en recevant cette première infrastructure moderne, qui ne sera pas la dernière », a souligné Mr Richard Mboyo Iluka.* Ensuite, il a placé l'homme au cœur de l'intérêt de l'action du Gouvernement de la Tshuapa par l'amélioration des conditions de travail des professionnels de santé, favorisant celle de la lutte contre la tuberculose. La CPLT Tshuapa travaillait encore, il y a eu, dans un ancien bâtiment exigu, à une centaine de mètres de l'actuel.

Remettant les clés du bâtiment au Représentant du Directeur du PLNT, l'Ingénieur Alidor Bangu, Chargé des Infrastructures de la Caritas Congo Asbl, parlant au nom de son Secrétaire Exécutif empêché, a loué les bons rapports entre les deux Institutions : *« Je suis dans la joie de vous remettre ces clés. Votre acceptation est le signe de la bonne collaboration qui a existé entre Caritas Congo Asbl et le PNLT. Cette collaboration ne va pas s'arrêter là. Elle va continuer », a déclaré Mr Bangu.*

« Le Programme National de Lutte contre la Tuberculose (PNLT) que je représente ici, est fier de voir ce



Le bâtiment de la CPLT Tshuapa à Boende, peu avant la cérémonie de sa remise officielle

bâtiment érigé », a déclaré pour sa part Dr Emery Yassankia Kilolo, Chef de Division de prise en charge à l'Unité Centrale du PNLT. Cela cadre avec l'un des objectifs de son programme, à savoir le renforcement des capacités institutionnelles pour la lutte contre la tuberculose.

Il a remercié les Autorités politico-administratives et sanitaires de la Tshuapa pour leur engagement à l'évolution du travail qui doit se réaliser dans cette province. Il a également exprimé sa gratitude à la Caritas Congo Asbl qui a réussi à faire rénover des CPLT et autres pavillons des malades tuberculeux multi-résistants même dans des coins du pays à accès difficile. *« La vision du PNLT est de vivre dans un monde sans tuberculose », a-t-il insisté.* L'orateur est revenu sur le processus de plaidoyer pour le financement de ces ouvrages auprès du Fonds Mondial, en relevant le rôle éminent joué par le feu Dr Georges Bakaswa. Après avoir reçu les clés du bâtiment de la Caritas, Dr Emery Yassankia Kilolo, Chef de Division de prise en charge à l'Unité Central du PNLT, les a remises à son tour à Mme la Ministre provinciale de la Santé. Cette dernière les a passées au Médecin Chef de Division Provinciale, qui les remettra au MCP, avec recommandation d'en faire un usage à bon père de famille. Bien avant, l'Ir Alidor Bangu a présenté la Caritas Congo Asbl, cet Organe technique chargé de la pastorale Sociale de l'Eglise catholique en RDC, créée en 1960. Les travaux, exécutés par l'entreprise CONSTEQ, représentée par Mr Charles MASAKA (Chargé de Logistique), s'inscrivent dans le cadre du programme *« Investir pour obtenir plus d'impact contre la tuberculose et le VIH en République Démocratique du Congo (RDC), financé par le Fonds Mondial, pour la mise en œuvre de la Note Conceptuelle Unique pour la Tuberculose et le VIH ».* Caritas Congo Asbl, en était Récipiendaire Principal jusqu'en fin décembre 2017. Elle est remplacée par l'agence Catholique CORDAID, à qui il reviendra d'assurer le suivi pour l'équipement du bâtiment de la CPLT Tshuapa.(...).

Guy-Marin Kamandji (Envoyé Spécial)

SANTE

Haut-Katanga :

Unicef et Caritas Congo Asbl en visite programmatique des activités de la Nutrition à Assise Communautaire

Contribuer à la réduction du taux de malnutrition chronique chez les enfants de 0-23 mois en République Démocratique du Congo, tel est l'objectif d'un programme de Nutrition à Assise Communautaire (NAC) que supervise Caritas Congo Asbl. Cette dernière revient d'une visite programmatique des activités dudit programme avec l'UNICEF, qui le finance, dans le Haut-Katanga.

Interviewé par caritasdev.cd, **Monsieur Hubert DIAMFU MUNGALA**, Chargé de Suivi et Evaluation de Nutrition à la Caritas Congo Asbl, donne les points forts de cette mission de supervision effectuée dans les Zones de Santé de Kapolowe et Kasenge, dans le Haut-Katanga.

Du 14 au 27 janvier 2018, vous avez effectué une mission. Quel en était son objet de base et où a-t-elle eu lieu ?

Cette mission s'est déroulée dans les zones de Santé de Kapolowe et de Kasenga. Elle avait comme objet la visite programmatique des activités de la Nutrition à assise communautaire.

Quels étaient les moments forts de votre mission ?

Les points forts de notre mission étaient : La visite des activités génératrices des revenus comme moyen de motivation des RECO ; l'entretien avec les autorités politico – administratives locales, les comités de développement de l'aire de santé, l'Equipe cadre de la zone de santé, les Infirmiers titulaires, les relais communautaires et les ménages ; la présentation sur power point du projet à toutes les parties en présence.

Cette mission s'inscrit dans le cadre de quel projet : objectif, parties prenantes, population cible ?

Cette mission s'inscrit dans le cadre du projet de promotion de la Nutrition à Assise communautaire. Son objectif est de contribuer à la réduction du taux de malnutrition chronique chez les enfants de 0 – 23 mois dans les zones de santé de Kapolowe et Kasenga, dans la province du Haut Katanga. Les parties prenantes sont les ménages, les cellules d'animation communautaires (CAC), les relais communautaires (RECO), le CODEV, les zones de santé et les autorités politico – administratives, religieuses et traditionnelles. Les populations cibles du projet sont les enfants de 0 – 23 mois (soit 1000 jours), les femmes enceintes et les femmes allaitantes.

Pourquoi la Caritas Congo Asbl, a-t-elle jugé utile de faire descendre son équipe sur le terrain ?

Les descentes bimensuelles des agents de Caritas Congo Asbl sont inscrites dans le projet en vue d'assurer le suivi et l'accompagnement de proximité pour une bonne mise en œuvre. Pour cette mission, nous sommes allés accompagner le bailleur Unicef dans la visite programmatique des activités de la Nutrition à Assise.

Comment évoluent les activités de la Nutrition à Assise Communautaire dans les Zones de santé concernées et quelles recommandations auriez-vous formulées aux équipes locales ?

Les activités de la Nutrition à Assise communautaire vont bon train et toutes les étapes de la NAC sont bien respectées. Les grandes recommandations ont

été formulées à l'endroit du chef de secteur de Lufira (ZS de Kapolowe) qui ne se serait pas impliqué directement dans le projet.

A l'Agripel (agriculture, pêche et élevage) du secteur n'assume pas les tâches qui sont dévolues de sensibiliser

et encadrer les paysans et se contente par contre à la perception des taxes sur les produits agricoles, pêche et élevages.

Une autre recommandation a été formulée au Médecin Chef de zone de santé qui ne rédigeait pas les rapports de supervisions et prendrait seulement acte de ceux produits par ses superviseurs du bureau central de la zone de santé.

Quelles sont les difficultés rencontrées pendant la période de votre mission ?

Les difficultés rencontrées sont les suivantes : les pluies diluviennes qui s'abattent régulièrement sur le Haut-Katanga ont provoqué le délabrement des routes conduisant vers les Aires de Santé (Ndakata, Kapulwa, Koni et autres) ; la présence des groupes armés (Maï – Maï Mazembe) opérant dans l'Aire de santé de Kyembe ne pouvait pas nous permettre d'y aller et visiter nos activités pendant cette période. Toute la population est préoccupée par les travaux champêtres. Il est rare de trouver les gens aux villages, car la majorité a migré vers le campement pour cultiver. La zone traverse une période de soudure car les activités de la pêche sont suspendues et les protéines d'origine animale ont diminuées dans l'assiette des enfants de 6 – 23 mois, des femmes enceintes et allaitantes.

Comment envisagez-vous la suite de ce projet ?

Nous allons commencer l'évaluation pour la certification des villages NAC et soumettre au PRONANUT et au bailleur. Il faudra que nous puissions aussi ensemble avec le bailleur (Unicef) voir la possibilité d'étendre nos activités dans d'autres Zones de santé où les besoins se font sentir plus qu'à Kapolowe et à Kasenga.

Propos recueillis par **Dody ISHAKU (Stagiaire) et Guy-Marin Kamandji (Envoyé Spécial)**



« LEVE-TOI ET MARCHE » FAIT PARLER...

Kasaï Central: Après les atrocités de miliciens Kamuina Nsapu, Mgr Félicien Mwanama en appelle à l'aide pour le Diocèse de Luiza

Près d'un an après que le Diocèse de Luiza ait subi les atrocités des miliciens de Kamuina Nsapu, Monseigneur Félicien Mwanama, Evêque dudit Diocèse, plaide pour une réponse humanitaire conséquente à la mesure des dommages enregistrés par la population de cette partie de la RDC.

« Ces attaques ont causé beaucoup de dégâts et beaucoup de morts qui n'ont pas encore été dénombrés avec exactitude, puisqu'il y a plusieurs fosses communes sur le Territoire de Luiza... Par ailleurs, beaucoup de maisons, et d'écoles ont été incendiées ou saccagées. Même des structures de santé ont été endommagées », a-t-il déploré dans une interview accordée jeudi 22 février 2018.

Le Diocèse de Luiza a une superficie de 33.524 km², autant que toute la Belgique (Ndlr : 30 528 km²). Il compte aujourd'hui environ 2.300.000 habitants. Son siège est situé à 150 km de Kananga, dans la Province du Kasaï Central, au centre de la RD Congo.

Bien que choqué par ces violences inutiles, l'Evêque de Luiza garde espoir : « Au mois de septembre de 2017, je suis parti d'un bout à l'autre du diocèse, en voiture, pour rassurer mes prêtres, religieux, religieuses et rassurer aussi tous les villageois qui vivaient encore en brousse et en forêt afin de revenir dans leurs villages pour se mettre à les reconstruire ».

L'aide commence à se mettre timidement en place. Mais, pas assez ; surtout pas au regard d'immenses besoins humanitaires multisectoriels sur le terrain. « En septembre dernier, j'ai trouvé dans une zone pastorale 93 morts en deux mois. Les victimes sont souvent des enfants et femmes ; puisque les centres de santé n'ont même pas de microscopes », relève le prélat. Mgr Félicien Mwanama espère ainsi l'aide des Organisations humanitaires, des Autorités compétentes ainsi que de toutes les personnes de bonne foi. Mais, à côté de cette réponse humanitaire, il y a aussi un travail de réconciliation à mener pour permettre aux villages, voire aux

gens d'une même localité, de revivre en paix !

Ci-dessous, l'intégralité de cette interview.

Guy-Marin Kamandji : Nous sommes en février 2018. Ca fera combien de mois depuis que le Diocèse de Luiza a subi le phénomène Kamuina Nsapu ?

Mgr Félicien Mwanama : Le phénomène a d'abord commencé du côté de l'Archidiocèse de Kananga, voisin immédiat au Diocèse de Luiza. Je me rappelle bien que j'étais en mission de la CENCO (Conférence Episcopale Nationale du Congo) à Bruxelles lorsque je recevais pour la première fois au mois de janvier, fin janvier 2007, la nouvelle de l'invasion ou l'entrée des éléments de Kamuina Nsapu sur le territoire du Diocèse de Luiza. Avec un changement des stratégies : puisque jusque-là, ils ne s'en prenaient pas aux Structures de l'Eglise à Kananga. Ils l'ont commencé dans le Diocèse de Luiza, notamment dans la paroisse Saint Matthias de Mubinza où nous avons l'élevage de bovins. Il y avait eu de mort, plus de 30 morts. Ils ont traversé Mubinza pour attaquer la paroisse Saint Boniface de Ngwemba.

19 paroisses saccagées sur 45

Que dire des conséquences de ces attaques ? Vous les situez autour des premiers mois de 2017 ?

Nous sommes déjà en février 2017. Alors, les violences se sont poursuivies partout jusqu'à envahir pratiquement tout le Diocèse de Luiza. C'est ainsi que nous aurons au total 19 paroisses saccagées sur les 45. Et tout notre personnel s'était agglutiné, une partie à Luiza et une autre à Muene Ditu. Du côté de Kalomba Saint Antoine, là il y avait des miliciens Kamuina Nsapu au comportement, je dirais, « acceptable », puisqu'ils ne s'en prenaient pas aux Structures de l'Eglise. Au contraire, ils se faisaient soigner dans notre hôpital qui est à Kalomba. Et voilà ! Ces miliciens ont causé

beaucoup de dégâts, beaucoup de morts qui n'ont pas encore été dénombrés avec exactitude puisqu'il y a beaucoup de fosses communes sur le territoire de Luiza.

Par ailleurs, beaucoup de maisons et d'écoles ont été incendiées ou saccagées. (...).

Lire l'intégralité de cette interview sur www.caritasdev.cd.

GM Kamandji



Mgr Félicien Mwanama visitant son Diocèse dans un élan de proximité et de solidarité envers toute la population meurtrie de son Diocèse de Luiza

CARNET DE VOYAGE

ITURI:

RDC: un plan de réponse du Réseau Caritas en chantier face à la crise humanitaire en Ituri

Accompagner les Caritas Bunia et Mahagi-Nioka pour arriver à définir ensemble un plan de réponse du Réseau Caritas en s'accordant sur les besoins urgents des personnes déplacées et exprimer la solidarité de la Caritas Congo Asbl aux Evêques de Bunia et de Mahagi-Nioka face à la crise humanitaire dans la Province de l'Ituri, tels sont les objectifs qui ont conduit une délégation de la Caritas Congo Asbl à Bunia. Elle a été composée de Mr l'Abbe Eric Abedilembe, 1er Secrétaire Exécutif adjoint, et de Mr Emmanuel Mbuna, Coordonnateur National du Service de Promotion du Partage et de Solidarité/ Urgences. «*La question de la situation humanitaire dans le Territoire de Djugu mérite bien d'être posée (...). En termes des dégâts enregistrés, il faut dire que la situation est catastrophique: environ 320 personnes tuées, plusieurs villages brûlés, plusieurs écoles ont fermé, des Eglises vandalisées, des hôpitaux, centres de santé et champs détruits, la circulation routière entre Bunia et Mahagi coupée, les élèves n'étudient plus*», a affirmé le 1er Secrétaire Exécutif adjoint de la Caritas Congo Asbl dans une interview accordée mardi 22 février 2018 à caritasdev.cd, dont des extraits ci-dessous.

Une mission de Caritas Congo Asbl en visite de solidarité à Bunia

Guy-Marin Kamandji : *Quel était l'objet de votre mission effectuée récemment dans le Diocèse de Bunia et quand elle a eu lieu exactement?*

Abbé Eric Abedilembe : Vous êtes sans ignorer que, depuis décembre 2017, les nouvelles qui provenaient de Bunia faisaient état des tueries à grande échelle, des incendies des maisons, des destructions des lieux de cultes avec comme effets collatéraux un déplacement massif des populations. La situation s'est particulièrement aggravée depuis fin février 2018. Devant ce drame humanitaire, Caritas Congo ne pouvait pas rester insensible. C'est dans ce sens que la mission que nous avons eu l'honneur d'effectuer à Bunia a poursuivi principalement deux objectifs : Avant tout, nous sommes allés exprimer la solidarité de la Caritas Congo aux Evêques de Bunia et de Mahagi qui sont très affectés par la crise humanitaire qui sévit actuellement en Ituri. Il faut le dire, tous les déplacés viennent trouver leur refuge auprès des autorités ecclésiastiques. Les Evêques de Bunia et de Mahagi-Nioka sont donc touchés au cœur de leur pastorale par cette situation. Il était donc normal d'aller leur exprimer la proximité effective et affective de la Caritas Congo Asbl qui est un instrument de la Pastorale caritative de l'Eglise en RDC.

Le deuxième objectif de notre mission était d'accompagner les Caritas Bunia et Mahagi-Nioka pour arriver à définir ensemble un plan de réponse du Réseau Caritas à cette crise humanitaire qui n'a pas encore dit son dernier mot, en s'accordant bien entendu sur les besoins urgents des personnes déplacées. Voilà en deux mots l'objectif de notre

mission en Ituri.

Plus de 50.000 déplacés à Bunia où Caritas gère un de deux sites

Quelle est la situation humanitaire actuelle dans ce Diocèse, particulièrement dans le Territoire de Djugu ? Auriez-vous des statistiques en termes des dégâts enregistrés ?

Il convient d'affirmer haut et fort que la situation humanitaire à Djugu, à Mahagi et à Aru, est plus que dramatique. Elle est en même temps préoccupante. Autant il est vrai que les violences n'ont pas encore dit leur dernier mot, autant la population continue



Une équipe de la Caritas Bunia préparant de repas chauds dans l'un de deux sites de déplacés à Bunia

à se déplacer sans espoir du lendemain. A cet égard, les déplacés sont sur plusieurs axes. Un nombre important de déplacés se retrouve dans la ville de Bunia qui compte aujourd'hui deux sites, dont l'un est installé près de l'hôpital général avec 1.049 ménages, soit 6.294 personnes, et l'autre près de la Procure de Bunia avec 350 ménages, soit 2.100 personnes. On retient que la majorité de ces déplacés sont des femmes et des enfants. Quelle que soit l'ouverture de ces deux sites, on retrouve un nombre important des déplacés dans les familles d'accueil. Certaines familles ont même hébergé jusqu'à 50 personnes. Les déplacés cantonnés dans ces deux sites bénéficient d'une petite assistance à ration alimentaire de la part des organisations humanitaires présentes sur le lieu. Caritas Bunia gère d'ailleurs le deuxième site. Mais l'assistance alimentaire octroyée en faveur de ces déplacés n'est pas encore suffisante. Avec le retour de la saison de pluie, il y a risque des maladies d'origine hydrique. Ces déplacés se trouvant dans la ville de Bunia sont estimés à 50.000 personnes. Qui plus est, d'autres déplacés sont installés dans les paroisses de l'intérieur du Territoire de Djugu comme Fataki, Bule, Drodoro, Kasenyi, sans oublier d'autres personnes regroupées en forêt pour se protéger contre les malfaiteurs. Ces zones sont de nos jours inaccessibles aux acteurs humanitaires ; et il est difficile de savoir exactement ce qui s'y passe. Le 3ème groupe de déplacés se retrouve sur le Territoire de Mahagi, notamment sur les axes Nioka-Ngoté, Rety-Djalusene, Ame-Luga, Mokambo, Mahagi-Port, Ngote-Katanga. Ces déplacés se trouvant sur le territoire de Mahagi et même de Aru ne bénéficient d'aucune assistance humanitaire. (...)

La suite sur www.caritasdev.cd

L'ESPÉRANCE EST LA FORCE QUI NOUS POUSSE À PARTAGER LE CHEMIN

Pape François

RETENEZ LA DATE

Du 17 au 24 Juin 2018
PARTAGER LE CHEMIN
SEMAINE MONDIALE D'ACTION

Rejoignez Caritas pour tendre la main aux migrants et aux réfugiés dans le monde entier.



Partager le chemin
#sharejourney

journey.caritas.org

Interventions d'urgence et réhabilitation en RDC



Juin 2017 - Juin 2018

TOTAL DES PROGRAMMES : 133.6 M\$



URGENCE
31,9 M\$
pour venir en aide à
790.000
personnes

